

L'état d'exception permanente décrété par le gouvernement de Mauricio Macri est dénoncé en Argentine



Buenos Aires, 29 août (RHC)- Au cours d'une conférence de presse à Buenos Aires, la capitale de l'Argentine, des organismes de défense des droits de l'homme ayant à leur tête les Grand-Mères de la Place de Mai et les Mères Lignée Fondatrice , ont dénoncé le fait que la politique économique en vigueur dans ce pays, qui porte atteinte aux grandes majorités, est maintenue uniquement avec la persécution et la répression.

Estela de Carlotto, présidente des Grand-Mères de la Place de Mai, a indiqué qu'à cause des procès judiciaires scandaleux et illégaux, c'est le propre état de droit qui est en danger.

Elle a annoncé la décision d'un groupe d'organismes de commencer une campagne de dénonciation sur l'état d'exception permanent que vit l'Argentine à cause de la gestion du gouvernement de l'organisation politique « Cambiemos », Changeons en français, parti au pouvoir.

Elle a ajouté que la première action consistera à présenter au président de la Cour Suprême de Justice, Ricardo Lorenzetti, une demande d'audience pour exprimer leurs préoccupations sur les dangers qui menacent l'état de droit. Elle a signalé qu'ils se réuniront aussi avec Oscar Tejada, président de la Conférence Épiscopale.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/170249-letat-dexception-permanente-decrete-par-le-gouvernement-de-mauricio-macri-est-denonce-en-argentine>



Radio Habana Cuba